

L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338

C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4

Volume 29 numéro 33, 29 août 2014

**Harper annonce
deux millions
pour la formation en
agriculture**
Page 2

**Retraite de
Marie-Christine Aubrey**
Page 3

**Yvonne Careen
à la direction de la CSF**
Page 6

Le premier ministre Harper et son épouse ont fait une visite du jardin communautaire de Fort Smith en compagnie de Jackie Milne, présidente de l'Association territoriale des fermiers (PMO photo Jill Thompson)

Agriculture

Deux millions pour la formation en agriculture

Une approche éducative unique et révolutionnaire, affirme France Benoit

Denis Lord

Malgré certaines critiques, la visite du premier ministre Stephen Harper dans le Nord a donné lieu à des annonces concrètes et inespérées : le financement à hauteur de 2 M\$ du Northern Farm Training Institute à Hay River et le début prochain d'un programme de financement pour la construction de serres commerciales.

Le Northern Farm Training Institute est une initiative de la Territorial's Farmers Association (TFA); on y donne déjà une formation agricole depuis deux ans. La subvention octroyée par le gouvernement fédéral permettra la construction de deux bâtiments et de serres sur une terre de 300 acres appartenant actuellement à la ville de Hay River. La construction du bâtiment principal commencera en 2015. Les étudiants y recevront une formation complète et adaptée au Nord, qui comprendra notamment l'usage de serres hydroponiques testées par le Collège Aurora. Le campus pourrait à la longue héberger les étudiants et leur famille.

« J'ai pu rencontrer M. et Mme Harper, ce qui a été une véritable surprise, et nous avons discuté des défis de l'agriculture nordique, de dire la présidente de la Territorial's Farmer Association, Jackie Milne. Mme Harper vient d'un milieu agricole, je crois, et s'est montrée préoccupée par le coût élevé de l'alimentation dans le Nord. »

École et entreprise

Au plus fort de l'été, spécule Jackie Milne, le Northern Farm Training Institute pourrait offrir jusqu'à 26 emplois sur une ferme conçue de A à Z pour nourrir 200 personnes. « Il y a deux raisons à ça, explique-t-elle. La première, c'est que les collectivités les plus vulnérables des TNO comptent 200 personnes ou moins. Les gens de ces collectivités vont pouvoir apprendre ici comment gérer une entreprise agricole de cette taille. Ils seront ensuite à même de décider s'ils veulent implanter dans leur collectivité une entreprise de cette taille ou en modèle réduit. La seconde raison, c'est que c'est une échelle viable pour une famille ou un groupe de gens aux TNO, permettant de procurer un salaire très décent. »

La présidente de la TFA souligne en outre que le Northern Farm Training Institute s'inscrira dans une démarche d'autosuffisance, se nourrissant d'une partie de sa production et vendant le reste

pour couvrir une partie de ses frais d'exploitation. « On ne présume pas qu'on aura toujours des subventions, dit-elle; nous voulons avoir une attitude d'entreprise responsable. »

Le NFTI pourrait générer des ventes annuelles, au prix de détail, de 1 M\$. Cette somme pourrait un jour tripler avec la production issue de ce que le gouvernement fédéral présente comme une « nouvelle génération de fermes modulaire ». Il s'agit en fait de serres hydroponiques faisant appel à un éclairage DEL contrôlé par ordinateur et conçues pour une production à l'année dans le Nord. Ces serres ont été développées par l'Université de Guelph dans le cadre du projet AgNorth; le Collège Aurora a fait son étude de marché durant deux ans grâce à des subsides de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Dans le cadre de leur formation, pour la reconnaissance de laquelle une entente reste à convenir avec le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, les étudiants du NFTI apprendraient à utiliser cette nouvelle technologie. Il s'agit d'un projet pilote dont la date d'implantation est pour l'instant indéterminée, et qui donne lieu à un partenariat entre le NFTI et l'Université de Guelph, réputée dans le domaine de l'agriculture comme une institution incontournable.

Une approche révolutionnaire

Selon la vice-présidente de la Territorial Farmer's Association, France Benoit, l'approche éducative du Northern Farm Training Institute est unique et révolutionnaire et son expérience sera suivie dans l'ensemble de la région circumpolaire. « Nous mettons dans la même classe des gens de partout aux TNO, explique France Benoit, des gens de plusieurs générations et de différents niveaux de connaissance. Et quand ils retournent dans leur communauté, ils doivent à leur tour partager leur savoir. » Selon la vice-présidente, des gens de toutes les régions des TNO ont participé aux formations l'an dernier. Cette année, ils proviennent du Slave Sud et du Dehcho. Unique et révolutionnaire, France Benoit en veut encore pour preuve que le NFTI utilise comme formateurs des ressources locales, des gens qui ont développé leur expertise sur le terrain. « Quand on montre aux gens à se nourrir, ajoute-t-elle, il se passe quelque chose : tu développes l'estime de toi. Et tu ne te fais plus passer de sapin. Tout devient possible! »

Lors de son passage à Forth Smith, Stephen Harper a également fait l'annonce d'un nouveau programme appelé *Initiative de sericulture dans le Nord*, qui sera lancé le 1^{er} septembre prochain et géré par l'Agence canadienne de développement économique du Nord dans les trois territoires (CanNor). Un budget global de 2 M\$ pour deux ans sera disponible pour les collectivités et entreprises voulant réaliser des études de faisabilité ou de marché pour accroître la production alimentaire dans des serres, agrandir des serres déjà existantes ou en démarrer de nouvelles. Personne chez CanNor n'a été en mesure de nous en apprendre davantage sur ce programme.



(Photo : Denis Lord)



En collaboration avec Radio Taïga

Santé

Le canevas de base de l'amélioration des services de santé du ministère de la Santé et des Services sociaux des Territoires du Nord-Ouest (MSSS) comprend l'intégration des huit administrations. Selon le gouvernement, l'administration du MSSS est limitée par le mandat du Conseil de gestion, ce qui rend le MSSS incapable de fournir une imputabilité financière et des résultats. Actuellement, chaque administration régionale établit sa propre organisation, ses programmes et services, ce qui a pour effet de constituer une barrière légale pour le partage de dossiers des patients. Intégrer les huit administrations faciliterait la gestion du système de santé, avance-t-on. Les citoyens des Territoires du Nord-Ouest ont jusqu'au 30 septembre pour faire connaître leur opinion sur les changements proposés.

Recherche

De passage à Whitehorse le 21 août dernier, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a annoncé la création du Programme pour l'Arctique du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Dix-sept millions de dollars seront investis sur huit ans dans quatre axes de recherche : le transport et la navigation dans le Nord, les technologies de sécurité maritime et les infrastructures communautaires. Le budget respectif de chacun de ces quatre axes est encore inconnu. Les recherches pourraient être disséminées dans différents centres, comme la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique (Nunavut) et le Centre de recherche du Yukon. Aucune précision n'a été fournie à ce sujet. Le CNRC cherchera à obtenir des investissements additionnels de 65 M\$ de l'industrie pour cette même période de huit ans.

Justice

Différentes infractions aux règlements sur la restriction sur l'alcool (vente et achat, transport, possession) ont eu lieu à Gameti au cours du mois d'août. Le 15 août, la Gendarmerie royale de Gameti a saisi 17 bouteilles de vodka de 375 millilitres et quatre boîtes de bière à l'aéroport local. Un homme de 29 ans a été accusé de possession illégale d'alcool. Le jour suivant, alors qu'elle répondait à une allégation de vol, la GRC a arrêté un homme de 25 ans pour possession d'alcool. Le 17 août, c'était un homme de 63 ans qui était arrêté pour le même motif, alors que 10 bouteilles de 375 millilitres de vodka étaient saisies dans une fête.

Gouvernement territorial

Le 16 octobre prochain marquera le début de la 5^e session de la 17^e Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Parmi les différents projets de loi qui seront examinés : des modifications à la *Loi sur la fonction publique* et à la *Loi sur la pharmacie*, et un projet de loi sur le don de tissus humains.

Arts

L'exposition annuelle des membres de la Aurora Arts Society aura lieu du 19 au 27 septembre à The Gallery (47^e Rue). Les membres qui souhaitent participer ont jusqu'au 15 septembre pour se manifester.

Fort Smith

Retraite? Cause toujours mon lapin!

« Marie-Christine a créé une énorme fidélité partout où elle a travaillé. »

Denis Lord

Les chats ont, dit-on, neuf vies. Marie-Christine Aubrey doit en avoir au moins 99; elle vient à peine d'en terminer une qu'elle en commence deux autres... simultanément.

L'ancienne présidente de la défunte Association des francophones de Fort Smith a accompli son dernier jour de travail en tant qu'interprète et réceptionniste à l'hôpital de Fort Smith le 27 juin dernier, événement qui fut souligné par une fête au Northern Life Museum, organisée par ses désormais anciens collègues de travail. Marie-Christine Aubrey a consacré 22 ans de sa vie

à l'hôpital de Fort Smith. « J'ai appris des patients, des médecins, dit-elle. Mais ça n'a pas toujours été facile. Remplir le certificat de décès d'une amie, recevoir les confidences de personnes qui souffrent, c'est pénible. Mais j'ai peut-être été choisie pour ça. On reste dans ce métier parce qu'on a envie d'aider les autres et de les découvrir, de se découvrir soi-même aussi. »

Le Bretonne d'origine n'avait pas peur de la retraite mais appréhendait néanmoins ce moment. « On est tous pareils, commente-t-elle, on se demande ce qu'on va faire après le travail. Il y a des jours où les patients me manquent. »

Retraite? Faut voir!

On constatera néanmoins que Marie-Christine ne s'est pas posé longtemps de questions sur son avenir, puisque sa retraite est comblée par deux activités auxquelles elle se consacrait déjà parallèlement à son emploi. La première, c'est son gîte — le seul bilingue de la région, proclame-t-elle —, le Whooping Crane Guest House, ouvert il y a quatre ans. « Je suis très sociale, confesse la nouvelle retraitée, j'aime être entourée, recevoir et faire la cuisine. »

La seconde, c'est la pratique de la courtépointe, mais hors de la tradition. « Je fais mes propres design, précise Marie-Christine, et je fais beaucoup de portraits qui, de loin, ressemblent à des peintures. » Elle prépare pour novembre une exposition — éventuellement au Northern Life Museum — dont six à huit pièces seront dédiées à la mère de son mari, Norah MacLennan-Aubrey, qui a

été officier infirmière dans l'armée en Afrique. Elle lui professe une grande admiration.

En bref, ce n'est pas vraiment une retraite qui vient de commencer, mais une autre séquence de vie active, que la principale concernée n'hésite néanmoins pas à taxer de « vacances permanentes », de « tous les jours samedi ».

L'aventure de la vie

Marie-Christine Aubrey a toujours su qu'elle voulait bouger et voyager, mais un drame a cristallisé cette volonté. Elle a eu un grave accident à l'âge de 15 ans, où elle est morte techniquement durant quatre minutes. Recommencer à marcher a pour elle été un grand défi. « J'ai, raconte-t-elle, passé un contrat avec le Bon Dieu : « Si vous me redonnez mes jambes, je saurai les utiliser ». »

Prenant appui sur un milieu familial où la restauration était très présente et sur un bac en hôtellerie, la future interprète, rappelle son mari, Don, a travaillé dans des hôtels de différentes régions de France, pour ensuite s'installer à Londres, où elle cumulera les emplois : nanny, secrétaire d'ambassade, assistante de direction dans une banque, coordinatrice pour une entreprise de jouets, etc. Elle rencontre Don Aubrey en 1971 et, 12 ans plus tard, s'installe au Canada. « Je n'ai jamais voulu avoir une vie monotone, résume Marie-Christine. Alors, j'ai vécu ma vie comme une aventure. Si je n'avais pas les connaissances, je les cherchais. »

« Marie-Christine, ponctue Don Aubrey, a été bénie tout au long de sa vie par la présence de grands amis. Elle fait ressortir le meilleur des gens et a créé une énorme fidélité partout où elle a travaillé. »



Marie-Christine Aubrey devant certaines de ses œuvres au musée de Fort Smith en 2011 (Photo : Archives l'Aquilon)

Conseil de développement économique des TNO

Robert Galipeau quitte la présidence

Après deux ans, Robert Galipeau tire sa révérence

Denis Lord

Après deux années de services, Robert Galipeau quitte la présidence du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDÉTNO). Il faut être propriétaire d'une entreprise pour siéger au conseil d'administration du CDÉTNO. Or, Robert Galipeau et son épouse ont fermé, à Yellowknife, Ashoona Family Studio, le commerce de sculptures qu'ils possédaient.

Le fait principal de sa présidence, considère l'ancien fonctionnaire, est la prise en main par le CDÉTNO du Carrefour carrières. « Nous y avons maintenu une bonne barre administrative », considère Robert Galipeau. En ce qui a trait à l'avenir de l'organisme, Robert Galipeau, qui est également sculpteur et photographe, trouve qu'il serait souhaitable qu'il puisse élargir sa gamme de services si les sources de financement le permettent. Le principal défi qui incombe à son successeur, estime-t-il, est de toujours rester à l'affût des changements économiques, des fluctuations du monde financier et des mouvements dans le nombre de membres du CDÉTNO. « Il faut, affirme Robert Galipeau, écouter les besoins des membres et s'y ajuster. » Ces qualités et les compétences complémentaires, il les retrouve chez plusieurs membres du conseil d'administration.

Le poste de président ainsi que deux postes d'administrateur seront pourvus lors de l'assemblée générale annuelle du CDÉTNO, le 18 septembre à 17 h, au premier étage du Elks Lodge, au 4919, 49^e Rue, à Yellowknife.



Ayant terminé les activités de son entreprise, Robert Galipeau cède la barre du CDÉTNO à un ou une autre. (Photo : courtoisie CDÉTNO)



Radio Taïga
CIVR 103,5 FM

Radio Taïga
disponible



ou
<http://radiotaiga.com>

Éditorial

Danser sur les cadavres



Alain Bessette

Je suis en désaccord avec la position adoptée par le gouvernement conservateur à propos du dossier des femmes autochtones disparues. Leur approche traditionnelle qui repose sur plus de prisons et de police et niant les causes structurelles souvent à la base de bien des phénomènes de criminalité ne résoudra jamais rien.

Par contre, je suis aussi en désaccord avec l'argumentation des partis d'opposition qui prétendent que cette approche conservatrice signifie que les conservateurs ne se soucient pas du tout du sort de ces femmes disparues.

Pour moi, cela revient à essayer de se faire du capital politique sur le dos des pauvres femmes autochtones victimes de violence familiale, conjugale et sociale.

Il y a pourtant tellement d'arguments qui militent en faveur de la mise sur pied d'une commission d'enquête sur cet atroce fléau social.

Une commission d'enquête permettrait d'abord de s'assurer qu'il n'y a pas de négligence de la part des autorités policières lorsque les victimes sont des femmes autochtones. S'il y a négligence, la commission pourrait émettre des recommandations aux autorités afin de corriger le tir.

Une commission se pencherait aussi sur les causes profondes de cette violence qui affligent les femmes autochtones. C'est probablement ce qui fait peur aux politiciens conservateurs. À mon avis, il ne fait aucun doute que plusieurs causes proviennent du statut précaire des familles autochtones tant sur le plan de la pauvreté que de l'accès à des services sociaux appropriés et à des ressources spécialisées dans leurs établissements d'enseignement.

De la même façon que la commission royale d'enquête sur les peuples autochtones avait jadis énoncé des recommandations qui se chiffraient à centaines de milliards de dollars, on se doute que celle d'une commission sur le sort des femmes autochtones touchera exactement les mêmes problèmes sociaux.

L'ajout de prisons et l'ajout de policiers sont faciles à vendre au public. Par contre, investir dans des programmes s'adressant aux enfants défavorisés et soutenir les programmes sociaux provinciaux sont des activités qui relèvent généralement du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux, sauf sur les réserves. Politiquement parlant, investir dans les réserves autochtones n'est pas un cheval de bataille qui attire l'intérêt de la population générale.

C'est désolant de voir qu'un phénomène aussi grave ne soit pas plus qu'un petit objet de discorde entre les politiciens.



Les plantes légumineuses florissent à l'intérieur de la serre communautaire d'Inuvik
(Photo : Denis Lord)

L'aquilon

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663
Hay River : 77A Woodland Drive, Hay River (TNO)
Tél. : (867) 875-8808
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Denis Lord

Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486

Je m'abonne!

	1 an	2 ans	Nom : _____
Individus :	35 \$ <input type="checkbox"/>	60 \$ <input type="checkbox"/>	Adresse : _____
Institutions :	45 \$ <input type="checkbox"/>	80 \$ <input type="checkbox"/>	_____
	TPS incluse		_____

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4



Vie éducative

Les échos de la Commission

Denis Lord

La Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest tenait le 25 août dernier la réunion ordinaire mensuelle de son conseil d'administration, la première avec Yvonne Careen en tant que directrice générale de la Commission et Geneviève Charron comme directrice de l'école Allain St-Cyr. Voici quelques échos de cette réunion.

Le cas de l'école La Rose des Vents (Vancouver) présente plusieurs analogies avec la situation des écoles francophones des TNO. Alors que sa population a continué de croître, le gouvernement de la Colombie-Britannique refuse de financer l'ajout de classes et d'un gymnase et de fournir un transport scolaire adéquat. La cause ira en Cour suprême du Canada le 2 décembre prochain. Ce cas pourrait être déterminant pour l'avenir de l'éducation en français en milieu minoritaire et plusieurs organismes francophones y seront présents. La CSFTNO a fait une demande pour être intervenante lors du procès.

Un plafond budgétaire de 25 000 \$ a été déterminé pour participer aux audiences.

Les quatre demandes d'admission particulières d'élèves (deux à chaque école) ont été refusées par le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation. Les parents concernés évaluent actuellement la pertinence d'en appeler de la décision ministérielle. En ce qui a trait à Boréale, le député de Hay River Nord, Robert Bouchard, et le président du Conseil Métis de Hay River, Wally Schumann, ont dit qu'ils en réfèreraient au ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Jackson Lafferty.

Le ministère de la Justice a demandé une liste des parents de l'école Allain St-Cyr à la Commission afin de constituer, au besoin, des jurys francophones. Jean de Dieu Tuyishime a également été contacté en ce sens, en tant que directeur

général de la Fédération franco-ténoise, il sait que d'autres organismes l'ont été. Aucune décision n'a été prise encore sur ce sujet, mais quelle qu'elle soit, la *Loi sur le jury* rendrait toute opposition inutile.

C'était la dernière réunion administrative de Marie Warick-Leblanc. Elle a profité de l'occasion pour remercier tous les commissaires passés et actuels de leur collaboration et de leur étude approfondie des questions amenées aux conseils. « Je pars vers des gens qui m'attendent et qui m'aiment, a-t-elle dit. Je pars avec une certaine réticence mais le cœur léger. »

Pour la période se terminant le 30 juin 2014, la projection de surplus annuel est de 910 000 \$, alors qu'il reste 914 000 \$ dans le compte de la CSFTNO. La vérification comptable devrait être terminée vers le 15 septembre.

Geneviève Charron a bénéficié de l'aide d'Yvonne Careen dans l'appréhension de la direction d'Allain St-Cyr. Les enseignants sont retournés au travail le 20 août et ont suivi des ateliers sur les

cultures autochtones, le décloisonnement, et l'autorégulation. La toute récente page Facebook de l'établissement est rapidement passée de 26 à 77 abonnés.

L'école Boréale est actuellement juste sous la barre des 90 élèves; quelques déménagements demeurent à confirmer. Les cours sont cette année disséminés dans quatre campus au lieu de cinq, Harry Camsell s'enlevant de la liste. Le directeur de Boréale, Stéphane Millette, a souligné avoir eu de bons contacts avec ses homologues anglophones de Hay River. Au moment d'écrire ces lignes, il attendait la visite d'Yvonne Careen afin qu'elle partage son expérience de la littératie.

On s'affaire à mettre en place les comités politiques et de développement du plan stratégique de la CSFTNO. Cette dernière œuvre parallèlement, par vote, à identifier sa représentation au congrès de la Fédération nationale des commissions scolaires francophones (FNCSF), qui aura lieu à Niagara Falls du 16 au 18 octobre. En septembre, Geneviève Charron et deux élèves de Saint-Cyr se rendront au congrès de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) à Halifax.

Sommet des aînés au CMA

« La retraite, ça ne veut pas dire arrêter de vivre »

Le Congrès mondial acadien a accueilli pour la première fois le Sommet des aînés grâce à une initiative de la Fédération des aînés et aînées francophones du Nouveau-Brunswick. Les 200 participants ont identifié leurs priorités.

Frédérique Mazerolle

« Cette tranche de population est devenue plus grande et plus présente dans nos communautés, explique le coordonnateur du Sommet, Robert Frenette. Je crois que les aînés sont des acteurs importants. »

Selon le coordonnateur, un sommet pour la population plus âgée était incontournable et en demande. Il a expliqué qu'on assiste à un renversement de la pyramide des âges avec une population vieillissante qui surpasse les autres.

L'évènement du 19 et 20 août a rejoint les trois régions participantes, soit le Madawaska (NB), le Témiscouata (Québec) et l'état du Maine (États-Unis). La première journée du Sommet a été axée sur l'autonomie et la qualité de vie des aînés, sous plusieurs facettes mettant à profit les expertises des divers invités.

Le professeur Claude Carrier de l'Université de Moncton, à Edmundston, et Yves Desjardins, le créateur du programme d'activité physique *Grouille ou rouille*, ont sensibilisé les aînés aux bienfaits d'une bonne santé. La sexologue Rachel Mercure a donné une conférence dans la dimension psychologique. La deuxième journée a été consacrée à des activités organisées par l'entremise d'un partenariat entre le comité organisateur du Sommet et la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada.

« La Fédération nous a aidés à identifier des personnes ressources qui nous ont sensibilisés aux enjeux spécifiques aux aînés, comme la fraude et l'abus », explique Robert Frenette. Environ 35 aînés de partout au Canada ont participé au Sommet.

« Les gens qui provenaient de l'extérieur ont été amenés à réfléchir à leur place et à leur rôle au sein de la société, a-t-il souligné, ainsi que sur leur impact sur les autres communautés d'aînés ».

De plus, un partenariat avec l'organisme Carrefour 50+, représentant 32 000 aînés de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent et des Îles-de-la-Madeleine, a assuré la participation d'une quarantaine de personnes. Robert Frenette est satisfait. « Il a eu une réelle affirmation que les aînés sont des acteurs de changement dans notre société. L'âge n'est qu'un simple numéro. Être à la retraite, ça ne veut pas dire arrêter de vivre. »

D'après le coordonnateur, le Sommet a trouvé sa force dans l'équilibre de ses activités. « Il y avait assez de conférences et assez d'activités plus relaxes. Les gens étaient à l'aise, la participation a été forte et les échanges étaient très intéressants. »

À la suite du Sommet, la Fédération va rédiger des actes qui vont aider à mieux articuler ses demandes et ses besoins au cours des prochaines années. Le rassemblement s'est terminé sur une note positive et plusieurs idées pour le prochain. Il est question d'une journée conjointe entre les aînés et les jeunes, qui se réunissent durant le Grand rassemblement jeunesse. René Cormier, l'animateur du Sommet, a laissé les participants avec un témoignage venant de sa mère. « L'important lorsqu'on est un aîné, c'est d'avoir confiance en la jeunesse. Elle porte en elle les rêves et les valeurs qu'on lui a transmis, soit d'aimer sa culture et sa langue. »



Nouveau

Bourse d'études en développement de la petite enfance

Envisagez-vous de mener une carrière en développement de la petite enfance aux Territoires du Nord Ouest? Avez-vous été admis dans un programme postsecondaire à temps plein menant à un diplôme débutant entre le 1^{er} août 2014 et le 1^{er} août 2015? Si c'est le cas, la bourse d'études de 5 000 \$, Partir du bon pied, du service de développement de la petite enfance, s'adresse à vous. Présentez une demande dès maintenant.

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation accorde dix bourses d'études de 5 000 \$ à des étudiants admissibles inscrits à temps plein dans un programme postsecondaire approuvé, à l'extérieur des TNO et directement lié au développement de la petite enfance, pour les aider à couvrir leurs frais d'études.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, visitez le www.ece.gov.nt.ca/features/right-start ou le www.rightfromthestart.ca, ou communiquez avec Meagan Wowk, coordonnatrice de la petite enfance, au 867-873-7261.



Votre bien-être, notre priorité



Nous améliorons le système des services de santé et des services sociaux des Territoires du Nord-Ouest pour mieux répondre à vos besoins.

Pour en savoir plus, reportez-vous au document de travail au <http://www.hss.gov.nt.ca/fr>.

Vos commentaires sont précieux! Veuillez remplir notre court sondage ou envoyer vos commentaires à hss_comments@gov.nt.ca



Août 2014 | www.hss.gov.nt.ca/fr

Commission scolaire francophone des TNO

Yvonne Careen à la direction générale

Une transition administrative qui permettra
un suivi des dossiers prioritaires



Yvonne Careen (Photo : Denis Lord)

Denis Lord

Après des années à la tête de l'école Allain St-Cyr, Yvonne Careen devenait officiellement la nouvelle directrice générale de la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest le 14 juillet dernier.

« Ça a été difficile de quitter Allain St-Cyr, révèle Yvonne Careen. J'avais tissé des liens d'amitié avec le personnel de l'école, les élèves et leurs parents. Ces rapports continueront, mais de plus loin. » Comme on peut s'en douter, la transition administrative s'est faite sur les chapeaux de roues. Avant même son entrée officielle en fonction, Yvonne recevait à l'Institut de formation du leadership d'Ottawa, les 8 et 10 juillet, une formation portant entre autres sur la création de sites Internet et l'aspect politique de la gouvernance scolaire. Du 6 au 8 août, elle aidait sa remplaçante à Allain St-Cyr, Geneviève Charron, à faire la transition pour ensuite reprendre la route pour Shédiac (Nouveau-Brunswick), où se tenait, le 15 août, la 1^{re} rencontre du Regroupement des directions générales des commissions scolaires francophones (RDGCSF).

Perspectives

Le nouveau poste d'Yvonne Careen est évidemment un défi, mais simultanément, selon son analyse, ce poste lui permet de contribuer à la continuité de dossiers déjà abordés. Celui de la cause opposant la Commission scolaire francophone au gouvernement des TNO en Cour d'appel, par exemple. « J'espère que ça va devenir un gros dossier, spécule Yvonne Careen. Une

réponse positive générerait un travail de mise en place des infrastructures, et sur les admissions et l'admissibilité des élèves, qui nous permettrait de poursuivre l'épanouissement des deux écoles. »

Parmi les dossiers majeurs que la nouvelle directrice aura à prendre en considération, on trouve celui d'accroître la vitesse de traduction en français du matériel pédagogique. « C'est quelque chose qui nous laisse toujours pris au dépourvu, affirme-t-elle. La traduction des documents se fait après la mise en œuvre du côté anglophone. Nous poussons pour que ce soit plus rapide. Un cours comme études nordiques est obligatoire pour l'obtention du diplôme, alors que sciences et expérimentations est optionnel. Trois des cinq modules devraient être prêts à Noël. Dans ce dossier, nous sommes en communication avec Raymonde Laberge. » Cette dernière est responsable des programmes d'enseignement en français au ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation.

Autres dossiers : l'organisation du processus de mise en place du prochain plan stratégique et la prématernelle. En 2015-2016, les centres régionaux, dont l'école Boréale, participeront à la démarche de mise en œuvre, et l'année suivante, ce sera le tour d'Allain St-Cyr. Le dossier de l'acceptation des jeunes de trois ans en prématernelle francophone est toujours en attente d'une décision judiciaire. L'accès aux programmes et aux financements adéquats pour l'enseignement en français, conclut Yvonne Careen, restera à l'ordre du jour.

Créer un
environnement
accueillant
dépourvu
d'intimidation

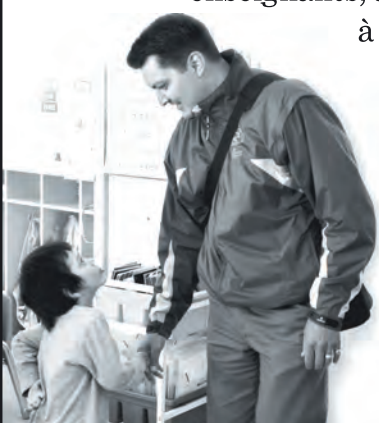
Un sentiment
d'appartenance
favorise la
bienveillance, le
bonheur et
une bonne qualité
de vie

Le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation a posé une question aux élèves : **Comment se traduit le sentiment d'appartenance dans une école?** Voici deux de leurs réponses dans leurs propres mots.

Bienvenue!

La rentrée approche! Nous souhaitons la bienvenue aux tout nouveaux apprenants, nos élèves de maternelle. C'est l'effervescence en ce moment pour ces nouveaux élèves, et je suis persuadé que vous saurez leur réserver un accueil chaleureux et leur donner un coup de main.

Je souhaite une année agréable et fructueuse à tous nos enseignants, ainsi qu'à tous nos élèves qui entrent à l'école pour la première fois, passent à l'école secondaire ou poursuivent des études postsecondaires.



Monsieur Jackson Lafferty
Ministre
Ministère de l'Éducation,
de la Culture et de la Formation



Crise scolaire fransaskoise

La Cour octroie dix fois moins que réclamé

Alexandre Daubisse (L'Eau vive)

Le juge Barrington Foote de la Cour du Banc de la Reine a ordonné au gouvernement de la Saskatchewan, le 19 août, de payer la somme de 500 000 \$ pour renflouer les coffres du Conseil scolaire fransaskois (CSF) pour l'année 2014-2015.

C'est dix fois moins que la réclamation faite par le CSF au début août. Son avocat, Roger Lepage, avait présenté une demande d'injonction de 5,2 M\$.

La somme aurait permis au CSF d'embaucher le personnel nécessaire pour répondre aux besoins des élèves et ainsi remplir son mandat de francisation (3,2 M\$). On demandait aussi des fonds pour réparer les toitures de quatre écoles (2 M\$).

La plaidoirie soulignait que la formule de finance-

ment appliquée à toutes les écoles de la Saskatchewan n'est pas adaptée aux besoins des francophones. L'argumentation a été rendue difficile en raison de l'unilinguisme du juge Foote.

Me Lepage a plaidé en français pour respecter le mandat de son client, regrettant de ne pouvoir communiquer directement avec le juge afin d'user pleinement de son pouvoir de persuasion. De plus, il a fallu veiller à l'exactitude de l'interprétation, quitte à la corriger au besoin.

Le juge a demandé des précisions sur le déficit du Conseil des écoles fransaskoises (CÉF) et remis en question le lien entre la rétention des élèves et la qualité des infrastructures. Enfin, il a refusé d'accepter comme élément de preuve une déclaration sous serment sous prétexte qu'elle n'avait pas été traduite.

La décision du CSF de retourner en cour ne fait pas l'unanimité dans la communauté fransaskoise. Selon Gabrielle Lepage-Lavoie, porte-parole du Collectif des parents mobilisés pour une meilleure gestion scolaire, le CSF aurait dû poursuivre les négociations avec la province.

Avant de lancer une autre poursuite, a-t-elle déclaré à Radio-Canada, il aurait fallu « donner au Conseil scolaire le temps de se remettre sur ses pieds, de stabiliser sa situation financière et de se redonner une crédibilité devant le gouvernement ». De nombreux

membres de la communauté et certains employés du CÉF partageaient cette opinion.

Françoise Sigur-Cloutier, présidente de l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF), s'est dite très déçue du jugement. Elle a déploré le rejet du financement demandé pour réparer les toitures des écoles, précisant qu'il s'agit d'un problème sérieux et évident.

Le ministre de l'Éducation, Don Morgan, estime que le jugement permettra de retourner à la table des négociations et de trouver des solutions à long terme. C'est ce que souhaitait le CÉF en juin. Mais le gouvernement est revenu sur sa décision d'accorder un financement transitoire en attendant un audit des finances du CÉF.

Don Morgan attend le résultat de l'audit qu'il a demandé à la vérificatrice provinciale. Selon nos sources, six comptables sont affectés, sur une période de dix jours, à vérifier les comptes du CÉF. Le ministre a également rappelé que le CÉF reçoit le financement le plus élevé des conseils scolaires de la province.

Selon le CSF, la Province ne respecte pas ses obligations en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*. L'article 23 garantit le droit à l'instruction et une éducation de qualité égale dans la langue de la minorité à partir des fonds publics.

Plus on consomme de malbouffe, plus celle ci semble devenir irrésistible

MONTREAL - Des souris de laboratoires nourries exclusivement de malbouffe finissent par ne plus avoir d'intérêt envers une alimentation équilibrée, démontre une étude réalisée par des chercheurs australiens.

L'équipe de la professeure Margaret Morris avait entraîné les souris à associer un son à une eau sucrée à saveur de cerises et un autre son à une eau sucrée à saveur de raisins.

Les souris à qui ont fourni une alimentation équilibrée ont fini par ne plus réagir au son correspondant à une saveur dont elles avaient déjà consommé de grandes quantités. Il s'agit d'un mécanisme inné, très répandu chez les animaux, qui protège contre la suralimentation et incite à rechercher une alimentation saine et équilibrée.

En revanche, après seulement deux semaines d'une alimentation constituée uniquement de malbouffe (tartes, biscuits, gâteaux, etc.) représentant 150 pour cent de calories de plus, non seulement le poids des souris avait-il bondi de 10 pour cent, mais leur comportement avait aussi changé de manière radicale.

Ces souris ont cessé d'éviter le son associé à la saveur dont elles avaient consommé de grandes quantités et sont devenues indifférentes à leurs choix alimentaires. Les chercheurs croient que la malbouffe altère les circuits du plaisir dans le cerveau et interfère avec la prise de décision. Un phénomène similaire pourrait être présent chez l'humain, puisque les cerveaux de mammifères se ressemblent.

En d'autres mots, plus on consomme de malbouffe, plus celle-ci pourrait devenir irrésistible.

L'Organisation mondiale de la Santé estime que 10 pour cent de la population adulte mondiale souffre d'obésité et que 2,8 millions de personnes meurent chaque année d'obésité ou d'embonpoint - deux facteurs de risque pour des problèmes comme le cancer, le diabète et les maladies cardiovasculaires.

Connaissez-vous vos droits et responsabilités en tant que consommateur?

En étant un consommateur averti, vous faites des choix judicieux. Connaissez-vous vos droits en tant que consommateur? Prenez-vous de bonnes décisions au moment de signer des contrats, d'acheter des produits et de résoudre des différends?

Consultez le site Web du ministère des Affaires municipales et communautaires si vous souhaitez être mieux informé et en savoir plus sur :

- Les services mis à la disposition des consommateurs aux TNO.
- Les rappels de produits par mesure de sécurité.
- La résolution de différends avec des entreprises et des fournisseurs de services.

www.maca.gov.nt.ca/consumer-affairs



Aquilon
Yellowknife : 873-6603

Le Club de Bicolo

L'école

1 FINIES, LES VACANCES

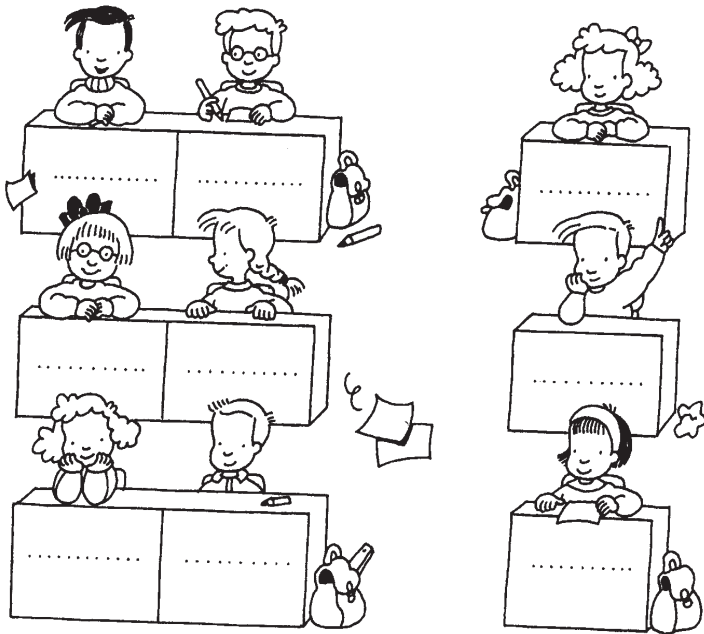
Trouve dans la grille tous les mots de la liste en gardant les plus petits pour la fin. En mettant bout à bout les lettres qui restent, tu sauras à quoi pensent les enfants en arrivant à l'école.

C	R	A	Y	O	N	E	L	O	C	E	L	J
C	A	R	T	A	B	L	E	A	S	G	R	E
T	A	B	L	E	A	U	C	R	I	A	E	U
E	C	R	E	N	O	I	T	A	L	L	O	C
S	C	R	A	I	E	R	U	N	E	O	E	C
A	M	I	S	R	U	A	R	G	N	C	R	L
N	D	E	V	O	I	R	E	T	C	I	T	A
M	I	I	C	N	O	C	E	L	E	R	I	S
Y	L	A	D	D	I	T	I	O	N	B	P	S
G	B	I	B	L	I	O	T	H	E	Q	U	E
P	R	O	F	E	S	S	E	U	R	O	P	N

- ☐ ADDITION
- ☐ AMIS
- ☐ BIBLIOTHÈQUE
- ☐ BRICOLAGE
- ☐ CARTABLE
- ☐ CLASSE
- ☐ COLLATION
- ☐ COUR
- ☐ CRAIE
- ☐ CRAYON
- ☐ DEVOIR
- ☐ ÉCOLE
- ☐ GYMNASE
- ☐ JEU
- ☐ LEÇON
- ☐ LECTURE
- ☐ LIVRE
- ☐ PROFESSEUR
- ☐ PUPITRE
- ☐ RANG
- ☐ SILENCE
- ☐ TABLEAU

3 LA CLASSE

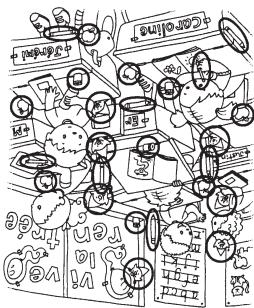
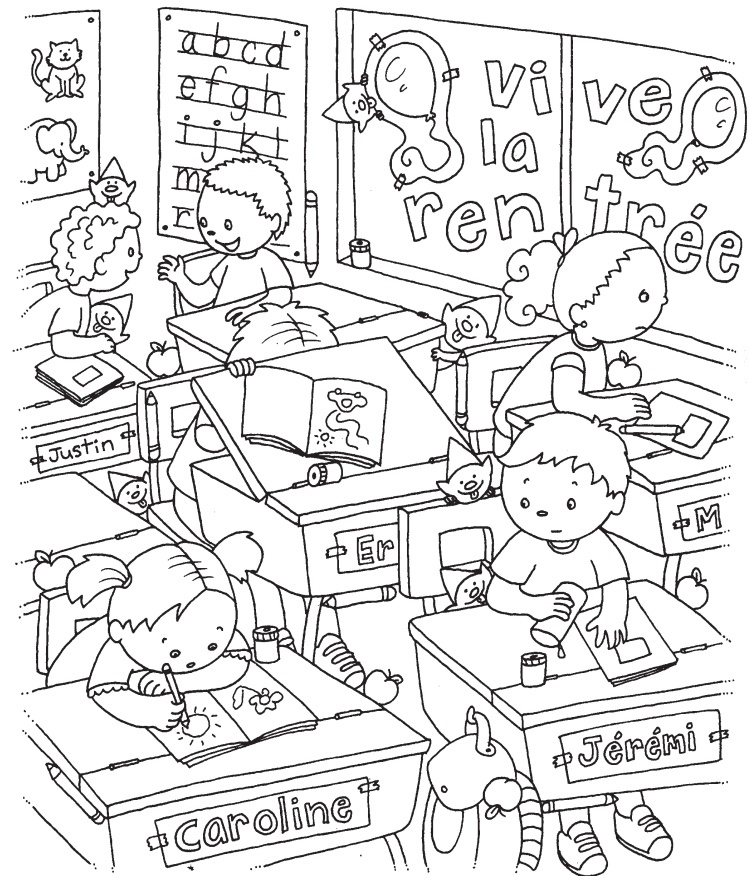
Inscris le nom de chaque enfant sur son banc.



- Arnaud lève son bras.
- Laure est au centre de la classe.
- Gaëlle est assise devant Arnaud.
- Simon porte des lunettes.
- Hugues n'est pas assis à côté de Simon.
- Anouck est assise à l'avant de la classe.
- Nicolas est assis derrière Élodie.
- Pauline est seule sur un banc.

2 PREMIER JOUR D'ÉCOLE

C'est déjà le retour en classe! Les écoliers auraient aimé profiter d'un jour ou deux de vacances de plus. Trouve les sept lutins qui leur font des grimaces ainsi que les huit crayons, les six pommes et les quatre taille-crayons qu'ils ont cachés ici.



1. On pense à la récréation!
3. De gauche à droite et de haut en bas : Nicolas, Simon, Pauline, Elodie, Laure, Arnaud, Anouck, Hugues, Gaëlle.

SOLUTIONS

Femmes autochtones disparues

Les premiers ministres réclament une enquête

Par Michael MacDonald
LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement fédéral rejette les appels répétés en faveur d’une enquête publique sur les enlèvements et les meurtres de femmes autochtones à l’approche d’une rencontre prévue à Charlottetown, mercredi, entre les premiers ministres provinciaux et les chefs des Premières Nations, mais l’un d’entre eux estime que Stephen Harper fait maintenant cavalier seul dans ce dossier.

Les leaders provinciaux et autochtones ont appuyé l’idée d’une enquête publique lors de leur rencontre de l’an dernier, et de plus en plus de voix s’élèvent en ce sens, affirme Ghislain Picard, chef national de l’Assemblée des Premières Nations. Selon lui, le gouvernement fédéral se retrouve maintenant isolé dans sa position.

Selon les leaders des Premières Nations, la nécessité d’une enquête a été soulignée par la mort, plus tôt ce mois-ci, d’une adolescente autochtone de 15 ans, dont le corps, enveloppé dans un sac, a été retrouvé dans la rivière Rouge à Winnipeg. Tina Fontaine se trouvait dans cette ville depuis moins d’un mois lorsqu’elle a quitté son foyer d’accueil. La police considère qu’il s’agit d’un homicide.

Quant au premier ministre Stephen Harper, il a déclaré la semaine dernière que des cas comme celui de Tina Fontaine ne devaient pas être considérés comme un « phénomène sociologique », mais plutôt comme des crimes graves devant faire l’objet d’une enquête de la police. Le gouvernement fédéral assure par ailleurs qu’il prend des mesures pour s’attaquer aux problèmes de violence contre les femmes autochtones, comme la mise sur pied d’une base de données ADN sur les personnes disparues, et la mise en place de peines plus sévères pour les meurtres, les agressions sexuelles et les enlèvements.

Selon une porte-parole du ministre de la Justice Peter MacKay, il n’est pas nécessaire de réaliser une nouvelle étude « en plus de la quarantaine d’autres déjà réalisées » sur le sujet. Selon cette porte-parole, il faut plutôt que la police arrête le meurtrier « et s’assure que le ou les coupables soient punis avec toute la rigueur de la loi ».

Plusieurs premiers ministres provinciaux, dont l’Ontarienne Kathleen Wynne, le Manitobain Greg Selinger et le Saskatchewanais Brad Wall, se sont exprimés au cours des derniers jours pour demander à Ottawa de changer d’avis. Selon Mme Wynne, les commentaires de M. Harper sont « scandaleux » et laissent entendre que le premier ministre ignore les problèmes systémiques sous-jacents à la violence à laquelle sont exposées les femmes autochtones.

De son côté, M. Wall affirme que les provinces font front commun avec les leaders autochtones dans ce dossier.

« La Saskatchewan comporte un important taux de membres des Premières Nations et de Métis... alors nous aimerions qu’il y ait une enquête, a-t-il dit en entrevue. Nous devons nous pencher sur un élément sociétal, et les provinces et le gouvernement fédéral ont leur part de responsabilité à cet égard. »

Michèle Audette, présidente de l’Association des femmes autochtones du Canada, estime qu’une enquête pourrait prendre des années, et elle aimerait donc qu’un groupe de travail fédéral-provincial soit mis sur pied rapidement pour accélérer les choses.

Ce groupe réunirait les ministres responsables de divers programmes concernant les Premières Nations. « Cela nous aiderait à cesser de travailler en silos, a-t-elle confié en entrevue. Et cela aiderait à réparer la relation mise à mal entre les Autochtones et le gouvernement actuel... Si le gouvernement fédéral dit non à cela, c’est sûr qu’il y a un énorme problème. »

Les chefs de police s’y opposent
L’Association canadienne des chefs de police a décidé, de son côté, de s’opposer à la tenue d’une

enquête publique sur les femmes autochtones disparues ou assassinées, réclamant plutôt que tous les ordres de gouvernement agissent immédiatement pour s’attaquer aux problèmes sous-jacents ayant fait en sorte que ces femmes deviennent plus vulnérables aux crimes et à la violence.

Le président nouvellement élu de l’association, Clive Weighill, a précisé mardi que le conseil d’administration s’était réuni pour discuter du dossier, et que ses membres avaient exprimé leurs inquiétudes quant à la possibilité qu’un tel processus ralentisse la marche de la justice. Selon lui, plusieurs études ont déjà identifié les problèmes sous-jacents de pauvreté, de mauvaises conditions de vie, de racisme, de défis sociaux et de marginalisation.

M. Weighill estime que les statistiques sont effrayantes. Certaines études réalisées dans sa ville, Saskatoon, démontrent que les femmes autochtones sont de cinq à six fois plus à risque de se retrouver victimes que les autres femmes.

Selon lui, il ne s’agit pas seulement d’un problème politique, et l’association réclame des mesures coordonnées entre les services sociaux, de santé et d’éducation, en plus de la police.

Le premier ministre de l’Île-du-Prince-Édouard, Robert Ghiz, a indiqué que la demande pour une enquête était à l’ordre du jour de la réunion de Charlottetown, mais il se dit également intéressé par l’idée de table ronde. « Le dialogue est une bonne chose. Si une porte se ferme, vous pouvez toujours chercher à en ouvrir une autre. »

Les premiers ministres poursuivront leurs rencontres jeudi et vendredi. À l’ordre du jour figurent des dossiers comme l’innovation en santé, le commerce intérieur, la concurrence et le programme de travailleurs étrangers temporaires, a indiqué M. Ghiz.

Le projet à long terme de création d’une stratégie énergétique nationale fera aussi l’objet de discussions, mais le chef du gouvernement de l’Île-du-Prince-Édouard a fait savoir qu’il ne s’attendait pas à de grands progrès dans ce domaine, puisque les deux plus grands producteurs d’énergie du pays, l’Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, sont en voie de remplacer leur premier ministre.

Le NPD promet une enquête

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) promet de lancer une enquête nationale publique sur les femmes autochtones disparues et assassinées, au plus tard 100 jours après l’élection d’un gouvernement néo-démocrate.

Le chef Thomas Mulcair a pris cet engagement mercredi.

« C’est une honte nationale, une tragédie », a déclaré le chef au sujet de cette violence faite aux femmes.

Il a aussi fustigé le premier ministre Stephen Harper qui refuse de déclencher pareille enquête, malgré des demandes répétées des communautés autochtones et des politiciens.

« Il est très borné et il nie la violence à laquelle ces femmes font face », a dit M. Mulcair à propos de M. Harper.

Le NPD commence ainsi à faire des promesses électorales, à environ un an du prochain scrutin.

Pour faire valoir l’urgence de la situation, le chef des néo-démocrates a rappelé les chiffres fournis par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), selon lesquels près de 1200 femmes autochtones ont été assassinées ou portées disparues au pays depuis 30 ans.

Il a aussi rappelé que si les femmes des Premières Nations ne constituent que 4 pour cent de la population féminine, elles représentent 16 pour cent des femmes assassinées au pays.

Il signale qu’une enquête sur une base nationale est nécessaire car la situation varie d’une région à l’autre. « Il faut trouver les raisons systémiques de la situation et développer des solutions », a dit M. Mulcair.

Le Parti libéral du Canada a réitéré son appui à une telle commission d’enquête, qui devrait être tenue dans les meilleurs délais.



SOCIÉTÉ D’HABITATION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DEMANDE DE PROPOSITIONS
Acquisition de logements multifamiliaux
PM016450
– Yellowknife, TNO –

La Société d’habitation des Territoires du Nord-Ouest est à la recherche de fournisseurs ou d’entrepreneurs pour fournir ou pour concevoir et construire jusqu’à douze logements résidentiels à Yellowknife.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l’Administrateur de contrats, Services partagés de l’approvisionnement, Édifice Stuart M. Hodgson, rez-de-chaussée, 5009, 49^e Rue, Yellowknife NT X1A 2L9, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 30 SEPTEMBRE 2014.

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents de demande de propositions en format électronique au www.nwtca.ca ou au 867-873-3949, ou en version papier en contactant les Services partagés d’approvisionnement au 867-873-7230 ou à l’adresse psstenders@gov.nt.ca. Pour de plus amples renseignements, communiquez directement avec les Services partagés d’approvisionnement.

La politique d’encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l’Accord sur le commerce intérieur s’appliquent à cette demande de propositions.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca



SOCIÉTÉ D’HABITATION DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

APPEL D’OFFRES
Travaux de réparations structurales
pour la modernisation et l’amélioration
d’un duplex
PM016469
– Behchokò, TNO –

La Société d’habitation des Territoires du Nord-Ouest est à la recherche d’entrepreneurs qualifiés pour effectuer des travaux de réparations structurales pour la modernisation et l’amélioration d’un duplex (785A et 785 B) à Behchokò, aux TNO.

Les offres cachetées doivent parvenir à l’Administrateur de contrats, Services partagés de l’approvisionnement, Édifice Stuart M. Hodgson, 5009, 49^e Rue, rez-de-chaussée, Yellowknife NT X1A 2L9, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 5 SEPTEMBRE 2014.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d’appel d’offres à l’adresse précitée à compter du 18 août 2014 ou sur le site Web de l’Association de la construction des TNO, au www.nwtca.ca, sous l’onglet *Electronic Plans Room*.

Afin d’être prises en considération, les offres cachetées doivent être remises sur les formulaires prévus à cet effet, et être accompagnées du cautionnement énoncé dans les documents d’appel d’offres.

Renseignements généraux :
Administrateur de contrats
Services partagés de l’approvisionnement
Ministère des Travaux publics et des Services
Tél. : 867-920-8034
Courriel : PSSenders@gov.nt.ca

La politique d’encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l’Accord sur le commerce intérieur s’appliquent à cet appel d’offres.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca



SOCIÉTÉ D'HABITATION DES
TERRITOIRES DU NORD-OUEST

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Services de conception
et de construction

Modernisation de la résidence
pour personnes âgées Deh Gah
Got'ie Koe pour 2014

PM016445

– Fort Providence, TNO –

La Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest est à la recherche d'entrepreneurs pour concevoir et construire un édifice supplémentaire à la résidence pour personnes âgées à Fort Providence ainsi que pour y moderniser les systèmes déjà en place.

Les propositions cachetées doivent parvenir à l'Administrateur de contrats, Services partagés de l'approvisionnement, Édifice Stuart M. Hodgson, rez-de-chaussée, 5009, 49^e Rue, Yellowknife NT X1A 2L9, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 23 SEPTEMBRE 2014.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents de demande de propositions à compter du 18 août 2014 en consultant le site Web de l'Association de la construction des TNO, au www.nwtca.ca, sous l'onglet *Electronic Plans Room*. Pour de plus amples renseignements, composez le 867-873-3949.

Renseignements généraux :

Administrateur de contrats
Services partagés de l'approvisionnement
5009, 49^e Rue
Yellowknife NT X1A 2L9
Tél. : 867-873-7230
Télé. : 867-920-4112

La politique d'encouragement aux entreprises du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur s'appliquent à cette demande de propositions.

Pour obtenir des renseignements sur les possibilités de contrats, consultez le www.contractregistry.nt.ca



Carrières à la CSTIT

Gestionnaire de cas

Iqaluit – N14/63NU

Taux horaire de 45,36 \$ à 54,14 \$
(environ 88 452 \$ à 105 573 \$ par année)
Indemnité de vie dans le Nord de 16 969 \$
Date de clôture : **Le 3 septembre 2014**

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en indiquant le numéro du concours N14/63NU à l'adresse suivante :

Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut
Ressources humaines
C. P. 8888, Centre Square Mall, 5^e étage
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2R3

Tél. : 1 800 661-0792 (sans frais) ou 867 920-3888
Télé. : 1 866 277-3677 (sans frais) ou 867 873-4596
Courriel : resumes@wssc.nt.ca

Pour consulter les descriptions de poste détaillées et découvrir des possibilités de carrières stimulantes au sein de la CSTIT, visitez le wssc.nu.ca.

Les concours peuvent servir à doter les postes vacants semblables au fur et à mesure de leur disponibilité au cours des six prochains mois. Nous tenons compte des équivalences.

Vous devez clairement indiquer si vous êtes admissible à une priorité d'embauche en vertu de la Politique d'action positive.

Nous exigeons une vérification satisfaisante du casier judiciaire.

La CSTIT est un milieu de travail inclusif. Si vous avez une incapacité et nécessitez un accommodement pendant le processus d'embauche, veuillez indiquer vos besoins lorsque nous vous contacterons pour une entrevue.

sécurité et soins

WSSC

Workers' Safety
& Compensation Commission

Commission de la sécurité au travail
et de l'indemnisation des travailleurs

wssc.nt.ca 1.800.661.0792

wssc.nu.ca 1.877.404.4407

Arctique

Les rangers veulent de l'équipement pour s'adapter au réchauffement

Dean Beeby

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Un nouveau rapport indique que le réchauffement climatique a altéré l'Arctique à un point tel que les rangers canadiens — principalement des réservistes autochtones patrouillant dans le Nord — ont besoin de nouveaux équipements pour circuler sur un territoire qu'ils ne reconnaissent presque plus.

Les terres glacées de leurs ancêtres comportent désormais bien moins de glace sur la mer, il n'est plus

possible de prédire la température, des oiseaux et des mammifères inhabituels ont migré du Sud, et le gibier nordique traditionnel disparaît tranquillement, en plus d'avoir un drôle de goût.

Leurs patrouilles sont également devenues plus dangereuses, particulièrement lorsqu'ils se déplacent sur des ponts de glace devenus instables.

Les 54 rangers interviewés pour un rapport militaire publié en juin disent avoir besoin de téléphones par satellite, d'outils de navigation GPS et d'un meilleur équipement de recherche et de sauvetage, en plus de l'ensemble de base qu'ils réclament depuis des années, comprenant entre autres des fusils et des sacs de couchage.

Ce document a été obtenu par *La Presse canadienne* en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, alors que le premier ministre Stephen Harper mettait un terme à sa visite annuelle dans le Nord, mardi, en participant à l'exercice de souveraineté appelé Opération Nanook 14.

Le rapport s'appuie sur des groupes de discussion formés dans quatre collectivités, et recommande que le gouvernement cherche des moyens d'offrir aux 5000 rangers de l'équipement de base, comme des manteaux.

« Les aînés pouvaient prédire le temps en regardant les nuages; ils ne peuvent plus le faire. Il est désormais impossible de prédire la température », est un commentaire fréquent concernant l'impact des changements climatiques dans l'Arctique, qui ont réduit la couche de neige, entraîné des printemps plus précoces et provoqué des vents hivernaux plus violents.

Les motoneiges sont moins disponibles alors que la neige disparaît, ce qui complique les déplacements. « Nous n'avions jamais d'incendies de forêt. Désormais, nous en avons de plus en plus chaque été », a déclaré un participant. « Il y a de nouvelles espèces, comme des petits oiseaux, des canards, des saumons, des renards, des grizzlis et une espèce inconnue qui est un croisement entre un ours polaire et un grizzli, a dit un autre. Nous n'avions jamais vu ces espèces auparavant. »

Pendant ce temps, les animaux à la base du régime alimentaire traditionnel — le caribou, le phoque et l'ours polaire — migrent vers le nord pour échapper à la chaleur, laissant moins de proies potentielles aux collectivités arctiques. « Les ours polaires étaient gras et goûteux. Ils goûtent différent maintenant », a confié un ranger.

L'Arctique n'est plus le réfrigérateur naturel qu'il était autrefois, ont indiqué d'autres participants. « Lorsque nous sommes sur les terres et que nous vivons dans des tentes, nous creusons des trous pour y mettre les carcasses afin qu'elles demeurent gelées. Maintenant, même à deux mètres de profondeur, ce n'est toujours pas gelé. »

Les groupes soutiennent que la diminution du nombre de proies a forcé davantage de familles à acheter de la nourriture moins saine et plus chère dans les épiceries, et que la santé des collectivités du Nord s'en est ressentie.

Si la plupart des participants désirent l'implantation d'une nouvelle base militaire dans l'Arctique, les plus nombreuses plaintes concernent l'équipement fourni par les Forces canadiennes. « Nous utilisons encore le même équipement que les premiers rangers (en 1947) : des tentes en toile et des poêles à bois », a mentionné un ranger, en soulignant que ses collègues et lui utilisaient leurs propres sacs de couchage et vêtements chauds durant leurs missions.

Une autre personne a réclamé des technologies pouvant aider à évaluer l'épaisseur de la glace océanique. Et les appels sont nombreux pour obtenir des armes plus modernes, alors que les rangers sont tombés à court de pièces pour leurs fusils Lee-Enfield, achetés lors de la fondation de l'unité en 1947 et conçus selon un design du 19^e siècle. Ces fusils, qui supportent bien le froid, servent davantage à la protection des hommes contre les prédateurs qu'aux engagements militaires.

Un porte-parole de l'armée, Marc-Antoine Rochon, affirme qu'un appel d'offres pour le remplacement des fusils sera lancé cet automne et que les nouvelles armes doivent être distribuées à partir de cette année et jusqu'en 2021. M. Rochon n'a toutefois pas répondu aux autres demandes formulées par les rangers.



ADMINISTRATION DE
SANTÉ TERRITORIALE
STANTON

Infirmier autorisé Service des urgences

Services de soins aux patients

Yellowknife, TNO

Poste permanent

Le traitement initial est de 43,33 \$ l'heure (soit environ 84 493 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11953

Date limite : 29 août 2014

Infirmier autorisé de relève Équipe volante

Services de soins aux patients

Yellowknife, TNO

Poste de relève permanent

Le traitement initial est de 43,33 \$ l'heure (soit environ 84 493 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 1,77 \$ l'heure.

N° du concours : 11934

Date limite : Ouvert jusqu'à ce qu'un candidat qualifié soit trouvé

Infirmier autorisé de relève Obstétrique

Services de soins aux patients

Yellowknife, TNO

Poste permanent

Le traitement initial est de 43,33 \$ l'heure (soit environ 84 493 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 1,77 \$ l'heure.

N° du concours : 11952

Date limite : Ouvert jusqu'à ce qu'un candidat qualifié soit trouvé

Posez votre candidature en ligne à travaillezauGTNO.ca

Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions :

Ministère des Ressources humaines,
Service de recrutement du personnel médical,
Tour Centre Square, 5^e étage, C. P. 1320,
Yellowknife NT X1A 2L9. Téléc. : 867-873-0168;
courriel : hlhss_recrutement@gov.nt.ca

- Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme de promotion sociale du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.
- Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est un milieu de travail ouvert à tous. Nous encourageons les personnes handicapées qui nécessitent des mesures d'adaptation à nous faire part de leurs besoins, si elles sont retenues pour une entrevue ou une évaluation, afin que l'on puisse prendre de telles mesures dans le cadre de la procédure d'embauche.
- Nous prendrons en considération les expériences équivalentes.
- Nous établirons une liste de candidats admissibles à partir de ces concours pour pourvoir des postes permanents ou temporaires semblables.
- Un certificat de santé et la vérification du casier judiciaire sont des conditions préalables pour certains postes.
- Pour obtenir une copie de la description de poste, consultez le travaillezauGTNO.ca

Les moins bien nantis consomment plus de sel

MONTREAL — Les Britanniques moins bien nantis consomment davantage de sel que les membres de classes socio-économiques supérieures, peu importe là où ils habitent, démontre une nouvelle étude.

Les chercheurs de la faculté de médecine de l'université de Warwick indiquent que les inégalités sociales concernant la consommation de sel sont demeurées inchangées entre 2000-2001 et 2011, et ce, même si la consommation de sel a chuté à l'échelle nationale pendant cette période.

Leur analyse de l'alimentation d'un millier d'hommes et de femmes âgés de 19 et 64 ans indique

que la consommation de sel des moins bien nantis a reculé de 0,9 gramme par jour entre 2000-2001 et 2008-2011, tandis que la consommation à l'échelle nationale reculait de 1,4 gramme par jour.

L'auteur principal de l'étude, le professeur Francesco Cappuccio, a rappelé que les gens issus des milieux socio-économiques plus défavorisés sont plus susceptibles de souffrir d'hypertension artérielle, de crises cardiaques ou de problèmes rénaux.

L'alimentation de ces gens, a-t-il ajouté, est souvent composée d'aliments de mauvaise qualité, abordables mais riches en gras, en sel et en calories.

Il a déploré que les efforts déployés pour réduire la teneur en sel des aliments ne semblent pas avoir rejoint les plus démunis de la société.

Les conclusions de l'étude sont publiées par le journal médical *BMJ Open*.

Erratum

Dans l'article de LA Presse canadienne *Les ventes des grossistes ont grimpé de 0,6 % en juin*, (édition du 22 août dernier de *L'Aiglon*), il était écrit que « le sous-secteur des machines, du matériel et des fournitures a fait un gain de 0,9 % ». Il aurait fallu écrire que ce gain était de 0,4%. Ailleurs, il était écrit que « le sous-secteur des articles personnels et ménagers a enregistré une contraction de 0,3 % ». Le véritable chiffre est 0,7 %.

Nous désignons nous excuser envers nos lecteurs.



aiglon@internorth.com



Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Pour obtenir une copie de la description de poste, consultez le travaillezauGTNO.ca

Coordonnateur des installations et des services d'entretien

Ministère des Travaux publics et des Services Hay River, TNO

Poste permanent

Le traitement initial est de 45,36 \$ l'heure (soit environ 94 349 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 5 764 \$.

N° du concours : 11947 **Date limite :** 29 août 2014

► **Posez votre candidature en ligne à** travaillezauGTNO.ca
Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions : Centre des services des ressources humaines de Hay River, 62, rue Woodland, bureau 209, Hay River (Territoires du Nord-Ouest) X0E 1G1. Téléc. : 867-874-5095; courriel : jobshayriver@gov.nt.ca

Sténographe judiciaire

Ministère de la Justice Inuvik et Yellowknife, TNO

Services judiciaires

Poste permanent

Le traitement varie entre 37,73 \$ et 45,05 \$ l'heure (soit environ entre 73 574 \$ et 87 848 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 13 756 \$ pour Inuvik et de 3 450 \$ pour Yellowknife.

N° du concours : 11962 **Date limite :** 5 septembre 2014

Officier de justice de niveau I (Cour territoriale)

Ministère de la Justice Yellowknife, TNO

Services judiciaires

Poste permanent

Le traitement initial est de 30,17 \$ l'heure (soit environ 58 831 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11963 **Date limite :** 5 septembre 2014

Adjoint administratif à la direction générale

Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation Yellowknife, TNO

Poste permanent

Le traitement varie entre 30,17 \$ et 36,01 \$ l'heure (soit environ entre 58 831 \$ et 70 219 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11956 **Date limite :** 2 septembre 2014

Analyste des évaluations environnementales

Ministère de l'Environnement et de la Formation Yellowknife, TNO

Division de la conservation, de l'évaluation et de la surveillance

Poste permanent

Le traitement initial est de 47,45 \$ l'heure (soit environ 92 528 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11966 **Date limite :** 3 septembre 2014

Inspecteur Normes d'emploi

Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation Yellowknife, TNO

Division responsable du perfectionnement professionnel et des normes d'emploi

Poste permanent

Le traitement initial est de 41,39 \$ l'heure (soit environ 80 710 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11903 **Date limite :** 5 septembre 2014

Gestionnaire des services en matière de santé mentale et de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie

Ministère de la Santé et des Services sociaux Yellowknife, TNO

Programmes sociaux territoriaux

Poste permanent

Le traitement est actuellement à l'étude. En sus du traitement, l'employeur versera une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11909 **Date limite :** 1^{er} septembre 2014

Gestionnaire du développement durable

Ministère de l'Administration des terres Yellowknife, TNO

Division de l'utilisation et du développement durable des terres

Poste permanent

Le traitement varie entre 54,35 \$ et 64,88 \$ l'heure (soit environ entre 105 983 \$ et 126 516 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11897 **Date limite :** 8 septembre 2014

Spécialiste en santé mentale et en lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie Perfectionnement professionnel

Ministère de la Santé et des Services sociaux Yellowknife, TNO

Programmes sociaux territoriaux

Poste permanent

Le traitement initial est de 45,36 \$ l'heure (soit environ 88 452 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11945 **Date limite :** 31 août 2014

Infirmiers de relève en milieu correctionnel (deux postes)

Ministère de la Justice Yellowknife, TNO

Services correctionnels

Postes de relève

Le traitement initial est de 43,33 \$ l'heure, auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 1,77 \$ l'heure.

N° du concours : 11961 **Date limite :** 12 septembre 2014

Agent de gestion des ressources de niveau III

Ministère de l'Administration des terres Yellowknife, TNO

Région du Slave Nord

Poste permanent

Il s'agit d'un emploi non traditionnel.

Le traitement initial est de 45,36 \$ l'heure (soit environ 88 452 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11948 **Date limite :** 29 août 2014

Superviseur chargé de la sécurité

Assemblée législative Yellowknife, TNO

Poste permanent

Le traitement initial est de 27,08 \$ l'heure (soit environ 56 327 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 3 450 \$.

N° du concours : 11955 **Date limite :** 5 septembre 2014

► **Posez votre candidature en ligne à** travaillezauGTNO.ca
Utilisez les coordonnées suivantes uniquement pour nous faire parvenir vos questions : Ministère des Ressources humaines, Services de gestion et de recrutement, Édifice Laing, 3^e étage, C. P. 1320, Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9. Téléc. : 867-873-0445; courriel : jobsyk@gov.nt.ca

• Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme de promotion sociale du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité. • Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est un milieu de travail ouvert à tous. Nous encourageons les personnes handicapées qui nécessitent des mesures d'adaptation à nous faire part de leurs besoins, si elles sont retenues pour une entrevue ou une évaluation, afin que l'on puisse prendre de telles mesures dans le cadre de la procédure d'embauche. • Nous prendrons en considération les expériences équivalentes. • Nous établissons une liste de candidats admissibles à partir de ces concours pour pourvoir des postes permanents ou temporaires semblables. • Un certificat de santé et la vérification du casier judiciaire sont des conditions préalables pour certains postes.

Arts et culture

Est-on prêt à vivre avec la critique?

L'artiste Herménégilde Chiasson a dénoncé l'absence de véritable discours chez ses compatriotes, lors d'une conférence au Congrès mondial acadien. À la même table, Catherine Voyer-Léger a défendu l'espace critique, à quelques jours du lancement de son essai sur la question.

Jean-Pierre Dubé

La suite logique de plusieurs années d'écriture de blogues sur la question, *Métier critique* a été lancé le 20 août à Ottawa.

« L'espace critique diminue sans arrêt, estime l'auteure Catherine Voyer-Léger, directrice générale du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RECF). Il n'y a plus de critique à la télé, presque plus à la radio. Déjà au Québec, on dit que le milieu est petit. On dit la même chose en France. »

« En milieu minoritaire, la situation est de plus en plus difficile, signale-t-elle. Les problèmes sont les mêmes partout : plus c'est petit, plus c'est fragile. Tout le monde se connaît et porte plusieurs chapeaux, il y a des conflits d'intérêts. Ceux qui ont une parole critique sont mal vus. »

Réaction de la directrice de la revue nationale sur les arts, *Liaison*, Suzanne Richard Muir : « C'est souvent la critique elle-même qui fait l'objet de critiques. Pourtant, bien menée, elle est nécessaire : elle contribue à la compréhension des œuvres, à des échanges féconds.

« Qu'entend t-on par 'critique', lance-t-elle : des analyses, des comptes rendus descriptifs, des textes qui mettent en évidence tant les aspects positifs que moins réussis d'une œuvre? Qu'attend t-on de la critique : que des compliments et des louanges, ou une opinion sincère et fondée?

« Si j'en juge par quelques réactions de 'critiqués', poursuit la directrice, plusieurs s'insurgent contre des textes qui comportent des commentaires perçus comme étant moins élogieux. Il n'y a rien de pire qu'un créateur médiocre qui vient de lire une mauvaise critique sur son 'œuvre'. Les créateurs qui ont de la profondeur, de la qualité, demeurent ouverts aux critiques, et adoptent, face à elles, une attitude monolithique et souveraine.

« En ce qui concerne *Liaison*, assure Suzanne Richard Muir, la critique est plurielle, multigénérationnelle, pour certaines disciplines artistiques – la littérature, entre autres –, alors qu'elle se fait certainement plus rare pour les arts visuels. L'exiguïté du milieu (je fais surtout référence à l'Ontario) fait parfois en sorte que les critiques, qui sont aussi des créateurs, craignent de critiquer leurs pairs. »

Catherine Voyer-Léger veut construire : « Est-ce qu'on est prêt à vivre avec une critique? C'est ça le plus important. Il faut apprendre à réagir en conséquence. C'est le travail qu'on a à faire comme artistes, comme public.

« On peut faire plein de choses, précise-t-elle. On peut aller chercher des regards extérieurs. Il y a de plus en plus d'universitaires qui font de la critique, qui peuvent avoir un regard plus indépendant. Ils sont capables de développer un discours accessible à tout le monde sans avoir les deux pieds dans le milieu. »

L'essayiste regrette la disparition en 2013 de la chronique culturelle de David Lonergan dans *L'Acadie-Nouvelle* et de l'édition d'Ottawa-Gatineau de l'hebdo culturel *Voir*. Sa conclusion s'adresse aux médias.

« Ils ont une responsabilité de ne pas toujours s'adresser au grand public, mais aussi à une partie de la population qui s'intéresse aux arts. Ils ont un rôle à faire réfléchir sur ce qui se passe au niveau culturel. »

L'ex-lieutenant-général (NB) Herménégilde Chiasson, le 12 août : « Le folklore ou l'histoire sont devenus nos sources d'inspiration et de vérification. Nous ne savons pas mentir ou créer des modèles virtuels et cet état de fait se vérifie au théâtre, au cinéma, en littérature et en peinture.

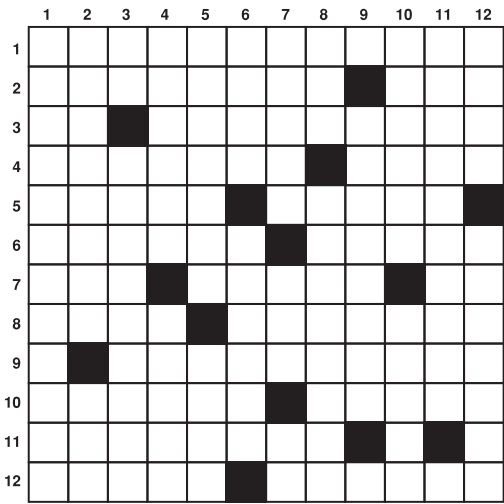


L'essai de Catherine Voyer-Léger vient de paraître aux éditions du Septentrion (Québec). (Photo : RECF)

« Pour reprendre les mots de Mathieu Wade, il est peut-être temps de mettre de côté nos débats linguistiques pour se concentrer sur le propos. Avons-nous, comme artiste et comme collectivité, quelque chose à dire? »

MOTS CROISÉS

N° 339



HORIZONTALEMENT

- Spoliation.
- Grosse mouche. — Plante vivace malodorante.
- Personnel. — Relatif à la cuisine.
- Donner du travail. — Épuiser.
- Qui est profitable. — Table où l'on célèbre la messe.
- Poète sans inspiration. — Devenue rose.
- Héros du déluge biblique. — Donner une teinte rose. — Éminence.
- Prune utilisée pour la préparation des pruneaux. — Commune de la Loire-Atlantique.
- Épénant.
- Très attachée à quelque chose. — Rétablit la santé de quelqu'un.
- Homme amoureux de sa propre image.

- Détruites. — Sorte, catégorie.

VERTICALEMENT

- Soustraction frauduleuse.
- Action de créer. — Rivière de France.
- Lettre de l'alphabet grec. — Sabre oriental.
- Grand pore excréteur à la surface des éponges. — Grivois.
- Étonnement profond. — Sœur et femme d'Osiris.
- Qui blesse la pudeur. — Mauvaises humeurs.
- Nommé à une fonction par la voie des suffrages. — Décharné. — Personnel.
- Unité monétaire divisionnaire dans divers pays d'Extrême-Orient. — Chacun des deux canaux qui conduisent l'urine du rein à la vessie (pl.).

- Qualité, ascendant par lesquels quelqu'un se fait obéir.
- Qui ont les nuances de l'arc-en-ciel. — Série de divers aspects.
- De l'Oural.
- Venues au monde. — Exprimer, formuler.

RÉPONSE DU N° 339



Horoscope

SEMAINE DU 31 AOÛT AU 6 SEPTEMBRE 2014



Bélier

BÉLIER (21 mars - 20 avril) Attendez-vous à ce que votre patron vous invite à suivre une formation et que celle-ci vous ouvre des portes vers un poste plus intéressant. Un voyage sera également un projet à l'horizon.



Taureau

TAUREAU (21 avril - 20 mai) Septembre est synonyme de renouveau. Ce sera une nouvelle année pour les étudiants et le retour au travail pour d'autres. Vous en profiterez pour revoir en profondeur votre rythme de vie.



Gémeaux

GÉMEAUX (21 mai - 21 juin) Vous n'êtes pas nécessairement toujours à l'aise avec les bains de foule. Cependant, ce sera à vous que reviendra la charge de réunir pas mal de monde pour un événement de grande envergure.



Cancer

CANCER (22 juin - 23 juillet) Vous ferez face à beaucoup de boulot et principalement des petits détails urgents à régler. À la maison, n'hésitez pas à demander aux autres membres de la famille de vous donner un coup de main.



Lion

LION (24 juillet - 23 août) Attendez-vous à ce que quelques-uns de vos proches vous invitent à vous inscrire dans une activité bien spéciale à faire semaine après semaine histoire de garder la forme pour la saison froide.



Vierge

VIERGE (24 août - 23 septembre) On aura peut-être un peu de difficulté à vous sortir de la maison. Vous prendrez aussi le temps

Signes chanceux de la semaine : Poissons, Bélier et Taureau



Balance

d'aménager votre petit nid d'amour selon vos goûts en y mettant les moyens nécessaires.



Scorpion

BALANCE (24 septembre - 23 octobre) Il est possible que vous ayez à vous déplacer plus souvent. De plus, vous passerez beaucoup de temps au téléphone ou encore sur les réseaux sociaux. Vous serez très curieux.



Sagittaire

SCORPION (24 octobre - 22 novembre) Vous vous retrouverez sûrement avec une montagne de dossiers à traiter au travail. Même s'il s'agit d'une situation qui génère pas mal de stress, vous bénéficierez de revenus supplémentaires.



Capricorne

CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier) Le stress est le grand fléau du XXI^e siècle. Il serait donc important de prendre un petit recul occasionnellement pour vous détendre et voir les choses avec une meilleure perspective.



Verseau

VERSEAU (21 janvier - 18 février) Vos amis pourraient très bien vous entraîner vers un week-end de détente. Ou encore votre partenaire de vie vous proposera une escapade romantique. Bref, une forme d'isolement vous sera bénéfique.



Poissons

POISSONS (19 février - 20 mars) Vous ferez face à d'importantes responsabilités qui auront le mérite de vous apporter de bien meilleures perspectives de carrière. Quelques heures supplémentaires seront à prévoir également.